Déclaration liminaire – CSA

Madame la Présidente,

Lors du précédent CSA, les représentants du personnel ont souhaité alerter la Direction sur les difficultés rencontrées par les agents au cours de l'année 2026.

Force est de constater qu'aucune réponse précise n'a été apportée aux constats et aux difficultés soulevés dans cette déclaration. Si les débats ont permis d'aborder certains sujets, ils n'ont pas permis un véritable échange de fond sur plusieurs problématiques pourtant essentielles, notamment celles relatives aux pratiques managériales.

Nous souhaitons donc reprendre aujourd'hui ces éléments, qui restent pleinement d'actualité.

Les représentants du personnel souhaitent donc rappeler le même constat que lors de la déclaration précédente : l'année 2026 a mis à l'épreuve les agents, tous corps confondus.

Nous prenons acte des renforts en ressources humaines obtenus après plusieurs années de carence. Néanmoins, les difficultés de notre service n'ont jamais été uniquement une question d'effectifs. L''organisation, la communication et le management ont régulièrement été questionnés, sans effet à ce jour.

Lors de la rentrée 2026, les aménagements en lien avec les congés et la réorganisation des pôles n'ont pas été anticipés comme ils auraient pu l'être. Les conséquences sont concrètes : les agents ont dû pallier les urgences qui en découlaient, au détriment de leur santé parfois.

Mais si l'on demande constamment aux agents de pallier les urgences, que fait la Direction pour pallier les siennes ? Lorsque la responsabilité n'est pas renvoyée vers d'autres, c'est une communication descendante et directive qui s'impose, laissant peu de place au dialogue et à la concertation.

Ces pratiques managériales génèrent de l'insécurité, du découragement et un manque de confiance et de considération. Elles fragilisent également la légitimité de l'encadrement aux yeux des équipes et nuisent au fonctionnement collectif du service. Ce que nous vous remontons aujourd'hui n'est pas une succession de difficultés isolées. C'est le constat d'un malaise collectif.

Nous demandons que les professionnels soient considérés et que les décisions qui les concernent puissent faire l'objet d'un véritable échange. Nous attendons des changements concrets dans les liens avec la Direction. Nous n'avons plus à démontrer que les agents sont investis et remplissent leurs missions. Il est maintenant temps de les valoriser en ce sens.

Cette exigence est d'autant plus importante à l'approche du déménagement du service dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, décidé par l'État, et dont les conséquences sur les conditions de travail et la sécurité des agents semblent susciter bien peu de préoccupations au-delà du service.

Les agents ont besoin d'un environnement de travail sécurisé, mais également d'un management sécurisant, fondé sur la confiance, le dialogue et la considération.

Les représentants des personnels de la CGT-IP et du SNEPAP-FSU